



Perspectives économiques 2020-2025 – Mise à jour de septembre 2020

L'économie belge a traversé une profonde récession au cours du premier semestre de cette année à la suite des mesures prises en Belgique et à l'étranger pour lutter contre le coronavirus. Vu l'ampleur et la nature inédites de cette crise, sa mesure reste incertaine de même que le déroulement de la reprise économique en sortie de crise. Par conséquent, les prévisions publiées depuis le printemps font l'objet de révisions qui peuvent être importantes au fur et à mesure de la disponibilité de nouvelles données.

Ainsi, les prévisions pour 2020 et 2021 publiées le 10 septembre par le Bureau fédéral du Plan dans le cadre du Budget économique s'écartent sensiblement des chiffres qui avaient été présentés dans les Perspectives économiques 2020-2025 de juin. En effet, sur base des données actuellement disponibles, les dommages économiques subis par la plupart des pays de la zone euro au premier semestre ont été moins importants qu'estimé initialement. Pour la Belgique, cela se traduit par une récession moins profonde qu'escompté en juin, et par une reprise en 2021 moindre également.

Dans ce contexte, il a paru opportun de procéder dès maintenant, à titre exceptionnel, à une mise à jour des Perspectives économiques de moyen terme avec le Budget économique du 10 septembre comme point de départ. Il convient par ailleurs de noter que la perte de PIB à moyen terme (par rapport à un scénario sans crise) est moins prononcée que dans l'édition de juin dernier. En effet, le degré de permanence des dégâts économiques est lié à la profondeur de celle-ci en 2020, qui apparaît elle-même moindre que dans le scénario de juin.

La présente mise à jour des Perspectives économiques 2020-2025 se limite aux agrégats macro-économiques repris au tableau suivant. Aucun résultat par branche d'activité n'est par conséquent disponible. Mais contrairement au Budget économique, les perspectives économiques de moyen terme présentent une projection de finances publiques à politique inchangée.

La projection de finances publiques tient compte des mesures décidées dans les différents niveaux de pouvoir et connues au moment de la finalisation du Budget économique de septembre. Ces mesures portent pour l'essentiel sur l'année 2020 et sont en liaison avec la crise COVID. Par ailleurs, la projection de finances publiques est

favorablement influencée par la révision du cadre macroéconomique, de sorte que le déficit public apparaît moins élevé que dans les Perspectives de juin dernier. Enfin, cette mise à jour reprend un premier chiffrage du déficit structurel sur base de la méthode de la Commission européenne que nous avons appliquée aux paramètres de la projection.

**Chiffres clés pour l'économie belge***Pourcentages de variation en volume - sauf indication contraire*

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,1	-8,7	9,0	3,1	1,6	1,5	1,2
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	1,8	0,4	2,4	1,3	1,2	1,4	1,3
Formation brute de capital fixe	3,4	-11,5	11,2	4,6	2,8	1,5	1,3
Dépenses nationales totales	1,4	-6,9	7,8	3,0	1,8	1,4	1,2
Exportations de biens et services	1,1	-7,3	7,0	5,3	3,2	3,0	3,0
Importations de biens et services	1,0	-6,7	8,6	5,1	3,7	3,2	3,1
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,0	-0,4	-1,2	0,1	-0,5	-0,2	-0,1
Produit intérieur brut	1,4	-7,4	6,5	3,1	1,3	1,3	1,1
Indice national des prix à la consommation	1,4	0,8	1,4	1,6	1,8	1,8	1,9
Indice santé	1,5	1,1	1,3	1,7	1,8	1,8	1,9
Revenu disponible réel des particuliers	2,4	-0,3	2,0	2,1	1,4	1,4	1,0
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	12,9	20,1	14,7	13,8	13,6	13,5	13,4
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	76,7	-26,9	-55,4	66,7	52,3	40,9	31,8
Taux de chômage (définition BFP, moyenne annuelle)	8,9	9,3	10,7	10,3	9,6	9,0	8,7
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	-1,2	-0,7	-2,2	-2,2	-2,9	-3,2	-3,6
Solde de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-2,0	-10,2	-5,4	-4,3	-4,3	-4,4	-4,2
Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB)	-2,7	-5,8	-4,1	-4,1	-4,2	-4,3	-4,2
Dette publique brute (en % du PIB)	98,7	117,2	113,4	112,8	114,0	115,2	116,4